



Lors des élections d'octobre 2011, j'étais à Lyon, en France, et je me tordais de rire sur mon lit en regardant les pitreries de Jean Njeuga à la télé. J'avais 20 ans, et même si je découvrais la science politique, je n'avais pas la moindre idée de comment je m'impliquerais un jour dans une échéance électorale au Cameroun.

La politique nationale restait un corps étranger. Et même 7 ans plus tard, en juillet 2018 sur Équinoxe TV à Douala, je demandais encore aux Ambazoniens de profiter de l'élection à venir pour battre démocratiquement Paul Biya et le remplacer, ce qui leur permettrait d'implémenter la politique de décentralisation effective (ou de fédéralisme) indispensable au réel décollage du pays.

J'estimais qu'il était idiot de leur part de se battre dans le maquis contre un homme que le destin leur offrait pourtant l'opportunité de renverser par les urnes. Je trouvais cela contreproductif : car si les balles continuaient de crépiter, cela pourrait empêcher la tenue de l'élection, et donc rallonger la durée de Paul Biya au pouvoir.

Or c'est précisément Paul Biya qu'ils désignaient comme la source de leurs problèmes.

## **LE CHÂTEAU DE CARTES**

---

Et puis Maurice Kamto est arrivé et a enfermé le régime dans une toile d'araignée que celui-ci n'avait pas vu venir. Il a mis au grand jour ce que tout le monde savait déjà dans la nuit : le RDPC, parti-Etat et son chef, sont l'incarnation parfaite de la fraude et de la tricherie faite chair. Le vampirisme politique à l'état pur, qui garantit à l'opposition une défaite certaine, même si elle venait à gagner. C'est à ce moment-là que nous avons compris : on ne se débarrasse pas d'une dictature par les voies conventionnelles. Son seul pansement, c'est la RÉSISTANCE. Elle peut être armée (comme le font les Ambazoniens), ou pacifique (celle que je préfère et celle qu'a choisie Maurice Kamto), mais en tout cas elle demeure la seule et unique issue.

Inutile de rêver. Car une dictature ne prend pas le pouvoir pour le rendre. Elle le domestique comme une propriété privée, familiale, clanique et dynastique, et elle use de tous les coups bas possibles pour le garder : assassinats, divisions, isolement, abus de pouvoir et injustices diverses. quand vous observez Yaoundé, Douala, Bafoussam, Kolofata, Wollorde etc... de lundi à vendredi, c'est exactement ce qu'il se passe, et cela s'est encore aggravé depuis la convocation du corps électoral il y a quelques jours. C'est à ce moment là que la nécessité de résistance apparaît. Voilà ce que nous apprend Thomas Jefferson, 3ème président américain (1801-1809) : « When injustice becomes law, resistance is a duty » (« Quand l'injustice devient une loi, la résistance est un devoir »)

Si tu penses le contraire, j'appelle un médecin. UNE COALITION ? AH BON ? Le dimanche 17 novembre, le PCRN de Cabral Libii annonce son arrimage à l'UDC de Sam Baka dans l'objectif de ravir au RDPC les trois sièges parlementaires du Wouri Centre. Voilà une très bonne mauvaise idée : bonne parce que personne (mais alors personne) à l'heure actuelle ne peut prétendre arracher la majorité absolue (91 sièges sur 180) du parlement aux biyayistes, s'il ne s'allie pas à des partenaires. C'est un rêve éveillé. Mauvaise parce que ce n'est pas de ce type de coalition qu'a besoin notre pays. Cela ne changera rien à l'avenir (sombre) de la Crevettonie. Quand vous n'êtes même pas sûrs que vos candidatures seront validées avec ces sous-préfets devenus complètement fous, votre problème principal n'est plus de savoir si vous allez battre le RDPC ou non.

La question est : allez-vous déjà pouvoir participer ou non? Cela nous amène au seul type de coalition qui a un sens : la coalition contre l'injustice. Notons d'abord le fait que deux partis (ou plusieurs micro partis) qui se coalisent ne sont pas suffisants pour challenger la dictature sur toute l'étendue du triangle national. Pour que ça fonctionne, il faut que l'opposition tout entière fasse le Mur, c'est-à-dire un front commun contre le régime. C'est la seule chance de gagner, sauf si l'on veut se contenter de quelques miettes. Secundo : dans l'état actuel des choses, même cette coalition ne suffirait pas, car elle pêcherait dans son contenu.

En effet, une coalition électorale ne servirait à rien non plus, si ce n'est à s'assurer ces mêmes miettes. Ce qu'il faut, c'est une COALITION DE LA RÉSISTANCE contre la tenue du scrutin en février. Car à part les pays qui marchent sur (ou qui ont perdu) la tête, aucun État sérieux n'organise une élection sans avoir réglé les urgences préalables. Un code électoral qui garantit la victoire au régime en place, une guerre dans 30% du pays où il est déjà d'office établi qu'aucun vote n'y aura lieu, ainsi qu'une bestialité sans pareil envers les libertés publiques, et vous obtenez un cocktail nauséabond qui rend toute élection impossible. C'est à cela que doivent travailler les leaders de l'opposition, plutôt qu'à brandir des slogans dont le seul mérite sera de rendre deux ou trois personnes députés.

Tout à l'heure, le compatriote Gaetan Ngankam (qui s'était déjà fait tirer dessus le 26 janvier) s'est fait rouer de coups par le sous-préfet de Kekem, alors qu'il venait simplement réclamer la signature de ses documents d'investiture. Alors je redemande : « De quelle élection parlez-vous ? »

EN BREF : Au lieu de se regarder en chiens de faïence, de s'accuser et de se dénigrer mutuellement, l'histoire offre une occasion unique aux différents partis de démontrer qu'ils sont bel et bien une opposition crédible face au régime, et de prouver que la finalité de leur engagement politique ne se résumait pas à quelques postes à l'assemblée. Sinon ( et c'est ce qui se profile à l'horizon ), bienvenu dans une histoire qui se répète en boucle : le sinistre cycle éternel

EKANGA EKANGA CLAUDE WILFRIED ( Quand au « peuple » et à la très amusante société civile des « apolitiques », WHERE ARE YOU pour faire ce que les politiques ne font pas pour toi? AND WHAT ARE YOU DOING, pendant tout ce temps ?)